

Etats espagnol : la consultation plébiscitaire des adhérents de Podemos en Castille-La Manche

mardi 1er août 2017, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juillet 2017).

Les Cortès de Castilla-La Mancha (CLM) comptent trois groupes parlementaires : celui du PSOE, avec 15 députés, celui du PP (Parti Populaire) avec 16 et Podemos avec 2. Le vote de Podemos est indispensable, si le PP s'oppose, pour faire adopter le budget ou une quelconque loi. Les deux députés de Podemos sont le secrétaire régional José García Molina, favorable à l'entrée au gouvernement - la presse, dès janvier 2017, affirmait que ce dernier disposait avec Pablo Iglesias d'« un plan pour la région autonome » de Castilla-La Mancha -, et David Llorente, membre du courant Anticapitalistas de Podemos. Ce dernier est opposé à l'entrée au gouvernement.

C'est par la presse que le deuxième député de Podemos ainsi que l'organe de direction élu de Podemos ont été informés de la rencontre entre le secrétaire général régional de Podemos (Molina) et le président de la Communauté autonome, Emiliano Garcia-Page, du PSOE, envisageant la possibilité de l'entrée au gouvernement de Molina.

Dans la ligne des pratiques plébiscitaires, Podemos CLM a soumis, entre le vendredi 21 et le lundi 24 juillet - jusqu'à 22 heures - au vote électronique des adhérents de la formation dans la communauté autonome. Rappelons que l'adhésion peut se faire par internet sans participer, d'une manière ou d'une autre, à la vie politique de la formation. Podemos CLM compterait 15'000 adhérents de ce type. Une question unique, de type référendaire, portait sur deux objets : l'adoption du budget et l'entrée au gouvernement. Plus exactement, la question posée était la suivante : « Penses-tu que Podemos-CLM doit voter oui au budget si un accord de gouvernement garantit de mettre en route et assure le contrôle de politiques tels que le revenu garanti ou le plan de garanties citoyennes ? »

Une partie de la base de Podemos CLM, dont le cercle de Tolède, adresse les critiques suivantes contre cette procédure : aucun temps n'a été laissé au débat, l'information est insuffisante et la consultation aurait dû distinguer la question de l'adoption du budget de la participation au gouvernement régional (deux questions séparées). Il est intéressant de remarquer que le secrétaire régional José García Molina appelle au vote oui à renfort de vidéos (dont l'une en compagnie de Pablo Iglesias), alors que la page internet de Podemos-CLM ne contient, en date du 20 juillet, qu'un dépliant de deux pages sur les « avancées du budget 2017 ». Aucun élément de discussion ou contradictoire n'existe. Cela illustre le mode de fonctionnement vertical et plébiscitaire de Podemos, y compris pour des changements d'orientation politique de grande ampleur.

La communauté autonome espagnole de la Castille-La Manche est la troisième en taille de l'Etat espagnol. Elle est très rurale, avec une population qui dépasse légèrement les 2 millions d'habitant·e·s. Le Président de la Junte des communautés de Castille-La Manche, Emiliano Garcia-Page, membre du PSOE, se doit de surmonter le blocage institutionnel provoqué par l'impossibilité de réunir suffisamment de voix pour faire passer le budget. Dès lors, en date du 13 juillet, pour passer l'obstacle il a invité Podemos à entrer dans le gouvernement. García-Page a proposé deux postes gouvernementaux, dont celui de vice-président. Cette démarche s'inscrit dans le contexte

plus large d'une nouvelle orientation de Podemos. L'entrée au gouvernement de Castille-La Manche faisant office de test et de première étape de cette orientation.

Le résultat apporté par ce plébiscite, à la question piège, est sans appel. Sur les 10'000 à 15'000 adhérent·e·s - l'estimation de 10'000 renvoie aux « adhérents actifs », statut qui correspond à un minimum d'activité internet (*sic*) au cours des mois précédents -, 4584 ont voté ! Résultat : 3562 (77,98%) ont répondu Oui ; par contre, 1006 (22,02%) ont opté pour le Non.

Rédaction A l'Encontre

P.-S.

*

<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-erreur-historique-des-accords-de-gouvernement-avec-le-psoe.html>